

**Art. 9** - Die Mandate werden ehrenamtlich ausgeübt.

**Art. 10** - Die Kommission gibt ihre Gutachten mit einfacher Stimmenmehrheit der anwesenden Mitglieder ab, unter der Bedingung, dass die Mehrheit ihrer Mitglieder versammelt ist. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Präsidenten ausschlaggebend.

**Art. 11** - Die Kommission kann auf Vorschlag des Präsidiums Unterkommissionen und Arbeitsgruppen bilden.

Die Unterkommissionen und die Arbeitsgruppen erteilen ihre Gutachten entsprechend dem in Artikel 10 festgelegten Verfahren.

Sie schlagen der Kommission die Initiativen vor, die sie ergreifen möchten.

**Art. 12** - Die Kommission gibt sich eine innere Geschäftsordnung, die sie den Regierungen zwecks Billigung unterbreitet.

**Art. 13** - Der Sitz der Kommission befindet sich in Brüssel im Generalkommissariat der internationalen Beziehungen. Das Generalkommissariat der internationalen Beziehungen der Französischen Gemeinschaft und die Generaldirektion der Außenbeziehungen der Wallonischen Region führen das Sekretariat der Kommission.

**Art. 14** - Die Bestimmungen des vorliegenden Kooperationsabkommens können auf Antrag einer jeden vertragsschließenden Partei revidiert werden.

**Art. 15** - Vorliegendes Kooperationsabkommen tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Aufgestellt zu Brüssel, am in achtfacher Originalausfertigung, vier davon in deutscher und vier in französischer Sprache.

Für die Französische Gemeinschaft:

Die Ministerpräsidentin, zuständig für den Pflichtunterricht und den Fortbildungsunterricht,

Frau M. ARENA

Die Vize-Ministerpräsidentin und Ministerin des Hochschulwesens, der wissenschaftlichen Forschung und der internationalen Beziehungen,

Frau M.-D. SIMONET

Für die Wallonische Region:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Die Ministerin für Forschung, neue Technologien und Außenbeziehungen,

Frau M.-D. SIMONET

Für die Deutschsprachige Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,

K.-H. LAMBERTZ

Für die französische Gemeinschaftskommission:

Der Ministerpräsident des Kollegiums der französischen Gemeinschaftskommission,

B. CEREXHE

Die Ministerin für Berufsausbildung, Unterricht und Kultur und internationale Beziehungen,

F. DUPUIS

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2007 — 2382

[C — 2007/29060]

### 20 AVRIL 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les règles de financement spécifiques des formations continues dispensées par les Universités et les Hautes Ecoles

Le Gouvernement de la Communauté française :

Vu le décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, notamment l'article 20, alinéa 4;

Vu les lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, notamment les articles 55 à 58;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 mars 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 mars 2007;

Vu la concertation du 23 mars 2007 avec les organisations représentatives des étudiants organisée conformément à l'article 32 du décret du 12 juin 2003 définissant et organisant la participation des étudiants au sein des institutions universitaires et instaurant la participation des étudiants au niveau communautaire;

Vu l'urgence motivée par le fait que le présent projet tend à étendre aux Hautes Ecoles le financement des formations continues; que le budget général des dépenses de l'année budgétaire 2007 prévoit un crédit supplémentaire pour permettre le financement des formations continues organisées par les Hautes Ecoles; qu'il convient, pour que ce crédit puisse être utilisé, que les Hautes Ecoles puissent organiser ces formations dès la prochaine rentrée académique; que, à l'instar de ce qui a été prévu pour les universités, il convient de soumettre les demandes de financement à l'avis du Conseil général des Hautes Ecoles; qu'en outre pour permettre tant au CIUF et au CGHE qu'au Gouvernement de donner son appréciation sur les formations continues notamment en vue d'éviter les doublons et, il convient de revoir également la procédure de subventionnement des formations continues organisées par les Universités et prévoir un temps suffisant pour l'examen des demandes; que par conséquent, il se recommande de fixer au 15 mai précédant l'année académique la date d'introduction des demandes; que pour permettre aux Hautes Ecoles et aux institutions universitaires de respecter ce délai en introduisant un dossier suffisamment étayé, il convient de fixer dans le plus bref délai les conditions d'octroi du financement et les critères de choix des formations continues qui seront financées;

Vu l'avis n° 42.610/2 du Conseil d'Etat, donné le 2 avril 2007, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans les limites des crédits budgétaires prévus respectivement pour les institutions universitaires, d'une part, et pour les hautes écoles, d'autre part, des moyens de financement sont accordés, aux conditions définies par le présent arrêté, pour l'organisation par ces établissements de formations continuées au sens de l'article 20 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités.

Ces moyens de financement ne peuvent excéder cinq pourcent respectivement de l'allocation annuelle de fonctionnement visée à l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires et de l'allocation annuelle globale visée à l'article 10 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

**Art. 2.** Pour pouvoir être admises au financement, les formations continuées doivent :

1° répondre à au moins un des besoins suivants dans le cadre de la formation et de l'éducation tout au long de la vie :

a) un besoin émergent nécessitant de nouvelles activités d'apprentissage qui pourront éventuellement par la suite être intégrées dans les cursus sanctionnés par des grades académiques;

b) un besoin impliquant de nouveaux curricula basés sur des activités d'apprentissage existantes mais à organiser de façon différente;

2° respecter les mêmes critères d'organisation de contenu et de qualité que les études menant à un grade académique;

3° permettre l'octroi aux étudiants d'au moins six crédits correspondant aux enseignements suivis avec succès;

4° être organisées en tenant compte des caractéristiques spécifiques du public visé, notamment en terme d'horaires;

5° être approuvées par les autorités académiques compétentes;

6° être organisées en vue soit de rencontrer une mission de service public pour laquelle il n'y a pas de professionnel formé, soit de correspondre à au moins une des priorités suivantes :

a) la formation à l'interculturalité, à la diversité culturelle et à un des cultes reconnus ou à la laïcité;

b) la formation à l'encadrement d'élèves issus de zones défavorisées dans le cadre de la démocratisation de l'accès aux études supérieures;

c) la formation à la dimension de genre;

d) la formation à l'usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans la formation;

e) la formation à la vulgarisation scientifique;

f) la formation au développement durable;

g) la formation concernant les problèmes de société : médiation, violence, harcèlement, assuétudes, discriminations et phénomènes migratoires;

h) la formation à l'esprit d'entreprendre et à la création d'entreprise;

i) la formation à la pratique des langues étrangères.

**Art. 3.** Seules les activités d'apprentissage donnant lieu à l'octroi de crédits et qui sont organisées spécifiquement pour la formation continuée faisant l'objet de la demande de financement, soit qu'elles aient été spécialement conçues pour ces formations, soit qu'elles aient été spécialement adaptées à cette fin, sont prises en compte pour le financement.

**Art. 4.** Une institution universitaire ou une haute école ne peut obtenir le financement d'une formation continuée que si elle joint à sa demande un plan démontrant que, dans les trois ans, la formation pourra être organisée sans le financement prévu par le présent arrêté. Pour les formations visées à l'article 2, 6°, h) et i), la preuve d'autres sources de financement est requise. En cas de demande de renouvellement, les données du plan sont adaptées à la période restant à couvrir par rapport au délai initial de trois ans.

En outre, seules les institutions universitaires ou les hautes écoles qui mettent effectivement en œuvre la valorisation des acquis de l'expérience en vue de l'admission aux études prévues respectivement par les articles 53 ou 60, alinéa 2, du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités et par les articles 24 et 34, 2° du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, peuvent obtenir le financement de leurs formations continuées.

#### CHAPITRE II. — *Des Institutions universitaires.*

**Art. 5.** Pour le 15 mai qui précède l'année académique, les demandes de financement d'une formation continuée doivent être introduites par les institutions universitaires auprès du Conseil interuniversitaire de la Communauté française, ci-après dénommé le CIUF, qui est chargé de remettre un avis sur ces demandes. Une copie de ces demandes est simultanément transmise au ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions et au Conseil général des Hautes Ecoles, ci après le « CGHE ».

En vue de permettre la vérification des conditions prévues par le présent arrêté, le CIUF peut établir un modèle de demande qu'il communique aux universités.

Pour le 30 juin qui précède l'année académique, le CIUF rend son avis en établissant une liste reprenant les formations continuées qui, à son estime, satisfont aux conditions.

Dans son avis, le CIUF présente les principales caractéristiques des formations continuées et donne son appréciation sur les formations continuées reprises dans la liste au regard des critères suivants :

1° les collaborations qu'auront conclues les institutions universitaires pour l'organisation des formations continuées avec au moins une autre institution universitaire, une Haute Ecole, un Institut supérieur d'architecture, une Ecole supérieure des Arts ou un établissement d'enseignement supérieur de promotion sociale actifs dans les domaines visés à l'article 2, 6°;

2° l'intérêt que les formations continuées représentent au regard des besoins, missions et priorités définis à l'article 2, 1° et 6°;

3° les éventuels doublons qu'il aura constatés avec d'autres formations continuées proposées par les institutions universitaires;

4° les éventuels doublons qu'il aura constatés avec les formations continuées proposées par les Hautes écoles.

L'avis dresse également, en la motivant, la liste des formations continuées qui, selon le CIUF, ne satisfont pas aux conditions fixées par le présent arrêté.

Cet avis est transmis au CGHE pour information.

**Art. 6.** Après avis du C.I.U.F., le Gouvernement classe, sur la base des critères définis à l'article 5, alinéa 4, les formations continuées qui satisfont aux conditions. En fonction de ce classement, le Gouvernement répartit les moyens disponibles.

Les subsides sont octroyés annuellement aux institutions universitaires au prorata du nombre de crédits organisés dans les formations continuées admises au financement, en fonction des besoins de financement, sans que le montant par crédit soit inférieur à 1.100 euros sauf demande motivée en sens contraire par l'institution au moment de l'introduction de sa demande de financement et consignée par le CIUF dans son avis.

Aucun renouvellement de financement ne sera envisagé pour une formation qui n'a pas accordé six crédits à huit étudiants au moins.

**Art. 7.** Une évaluation qualitative et quantitative de la formation continuée organisée doit être déposée pour le 30 août de l'année académique durant laquelle elle est organisée.

**Art. 8.** A l'issue de chaque année académique, le CIUF transmet au Gouvernement un rapport de synthèse de toutes les formations continuées organisées par les institutions universitaires. Le CIUF peut, dans ce cadre, proposer au Gouvernement d'élargir la liste des domaines répertoriés à l'article 2, 6° du présent arrêté à d'autres domaines dans lesquels des initiatives futures de formation continuée répondraient aux besoins tels que définis au 1° du même article.

### CHAPITRE III. — *Des Hautes Ecoles*

**Art. 9.** Pour le 15 mai qui précède l'année académique, les demandes de financement d'une formation continuée doivent être introduites par les Hautes Ecoles auprès du CGHE, qui est chargé de remettre un avis sur ces demandes. Une copie de ces demandes est simultanément transmise au ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions et au CIUF.

En vue de permettre la vérification des conditions prévues par le présent arrêté, le CGHE peut établir un modèle de demande qu'il communique aux Hautes Ecoles.

Pour le 30 juin qui précède l'année académique, le CGHE rend son avis en établissant une liste reprenant les formations continuées qui, à son estime, satisfont aux conditions.

Dans son avis, le CGHE présente les principales caractéristiques des formations continuées et donne son appréciation sur les formations continuées reprises dans la liste au regard des critères suivants :

1° les collaborations qu'auront conclues les Hautes Ecoles pour l'organisation des formations continuées avec au moins une autre Haute Ecole, une institution universitaire, un Institut supérieur d'architecture, une Ecole supérieure des Arts ou un établissement d'enseignement supérieur de promotion sociale actifs dans les domaines visés à l'article 2, 6°;

2° l'intérêt que les formations continuées représentent au regard des besoins, missions et priorités définis à l'article 2, 1° et 6°;

3° les éventuels doublons qu'il aura constatés avec d'autres formations continuées proposées par les Hautes Ecoles;

4° les éventuels doublons qu'il aura constatés avec les formations continuées proposées par les institutions universitaires.

L'avis dresse également, en la motivant, la liste des formations continuées qui, selon le CGHE, ne satisfont pas aux conditions fixées par le présent arrêté.

Cet avis est transmis au CIUF pour information.

**Art. 10.** Après avis du CGHE, le Gouvernement classe, sur la base des critères définis à l'article 9, alinéa 4, les formations continuées qui satisfont aux conditions. En fonction de ce classement, le Gouvernement répartit les moyens disponibles.

Les subsides sont octroyés annuellement aux hautes écoles au prorata du nombre de crédits organisés dans les formations continuées admises au financement, en fonction des besoins de financement, sans que le montant par crédit soit inférieur à 1.100 euros sauf demande motivée en sens contraire par l'institution au moment de l'introduction de sa demande de financement et consignée par le CGHE dans son avis.

Aucun renouvellement de projet ne sera envisagé pour une formation qui n'a pas accordé six crédits à huit étudiants au moins.

**Art. 11.** Une évaluation qualitative et quantitative de la formation continuée organisée doit être déposée pour le 30 août de l'année académique durant laquelle elle est organisée

**Art. 12.** À l'issue de chaque année académique, le CGHE transmet au Gouvernement un rapport de synthèse de toutes les formations continuées organisées par les hautes écoles. Le CGHE peut, dans ce cadre, proposer au Gouvernement d'élargir la liste des domaines répertoriés à l'article 2, 6° du présent arrêté à d'autres domaines dans lesquels des initiatives futures de formation continuée répondraient aux besoins tels que définis au 1° du même article.

CHAPITRE IV. — *Disposition abrogatoire*

**Art. 13.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 juin 2006 fixant les règles de financement spécifiques des formations continuées dispensées par les établissements d'enseignement supérieur est abrogé.

**Art. 14.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2007.

**Art. 15.** Le Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 avril 2007.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,  
Mme M.-D. SIMONET

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 2382

[C — 2007/29060]

**20 APRIL 2007. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de specifieke regels voor de financiering van de voortgezette opleidingen verstrekt in de Universiteiten en Hogescholen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, inzonderheid op artikel 20, 4e lid;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit, inzonderheid op de artikelen 55 tot 58;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 maart 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 16 maart 2007;

Gelet op het overleg van 23 maart 2007 met de representatieve studentenverenigingen georganiseerd overeenkomstig artikel 32 van het decreet van 12 juni 2003 tot bepaling en organisatie van de deelneming van de studenten binnen de universiteitsinstellingen en tot instelling van de deelneming op gemeenschapsniveau;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat dit project tot doel heeft de financiering van de voortgezette opleidingen uit te breiden tot de Hogescholen; dat de algemene uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 2007 een bijkomend krediet uittrekt om de financiering van de voortgezette opleidingen, die door Hogescholen georganiseerd worden, toe te laten; dat, opdat dat krediet gebruikt zou kunnen worden, de Hogescholen opleidingen moeten kunnen organiseren vanaf het volgende academiejaar; dat, naar het voorbeeld van wat voor de universiteiten bepaald is, de aanvragen om financiering voor advies aan de Algemene Raad voor Hogescholen moet worden voorgelegd; dat, om daarenboven aan de « CIUF » en « CGHE » alsmede aan de Regering toe te laten hun advies te geven over de voortgezette opleidingen, inzonderheid om dubbele opleidingen te vermijden en gelet op het nut eveneens de subsidiëeringsprocedure voor de voortgezette opleidingen die door de Universiteiten georganiseerd worden te herzien en voldoende tijd te voorzien voor het bekijken van de aanvragen; dat er bijgevolg wordt aangeraden de datum voor het indienen van de aanvragen vast te stellen op 15 mei voorafgaande aan het academiejaar; dat, om de Hogescholen en universitaire instellingen toe te laten die termijn na te leven door een voldoende volledig dossier in te dienen, er zo vlug mogelijk toekenningsvoorwaarden voor de financiering en criteria voor de keuze van de voortgezette opleidingen die gefinancierd zullen worden, moeten worden vastgesteld;

Gelet op het advies nr. 42.610/2 van de Raad van State, gegeven op 2 april 2007 bij toepassing van artikel 84, § 1, 1e lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Vice-Présidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Binnen de perken van de begrotingskredieten, respectievelijk uitgetrokken voor de universitaire instellingen enerzijds en voor de hogescholen anderzijds, worden financieringsmiddelen toegekend onder de voorwaarden bepaald bij dit besluit voor de organisatie door die instellingen voor voortgezette opleidingen in de zin van artikel 20 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten.

Die financieringsmiddelen kunnen niet vijf procent overschrijden van respectievelijk de jaarlijkse werkingsstoelage bedoeld in artikel 29 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen en de globale jaarlijkse toelage bedoeld in artikel 10 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen.

**Art. 2.** Om voor financiering in aanmerking te kunnen komen, moeten de voortgezette opleidingen :

1° voldoen aan minstens een van de volgende behoeften in het kader van de opleiding en het onderwijs gedurende het hele leven :

a) een opkomende behoefte die nieuwe leeractiviteiten vereist die achteraf eventueel geïntegreerd zullen kunnen worden in de cursussen bekrachtigd door de academische graden;

b) een behoefte die nieuwe curricula vergt, steunend op bestaande leeractiviteiten, maar anders te organiseren;

2° dezelfde organisatiecriteria inzake inhoud en kwaliteit in acht nemen als de studies die tot een academische graad leiden;

3° de toekenning aan studenten toelaten van minstens zes kredieten die overeenkomen met het met vrucht volgen van lessen;

4° ingericht worden met inachtneming van de specifieke kenmerken van het doelpubliek, onder andere inzake uurregelingen;

5° goedgekeurd zijn door de bevoegde academische overheid;

6° ingericht worden ofwel om een opdracht als openbare dienst te vervullen waarvoor er geen professioneel personeelslid opgeleid werd, ofwel om aan minstens een van de volgende prioriteiten te beantwoorden :

- a) de opleiding tot interculturaliteit, cultuurdiversiteit en een van de erkende godsdiensten of de lekenpraktijk;
- b) de opleiding tot de begeleiding van leerlingen uit benadeelde zones in het kader van de democratisering van de toegang tot hogere studies;
- c) de opleiding tot de genderdimensie;
- d) de opleiding tot het aanwenden van de nieuwe informatie- en communicatietechnologieën in de opleiding;
- e) de opleiding tot de wetenschappelijke vulgarisatie;
- f) de opleiding tot duurzame ontwikkeling;
- g) de opleiding met betrekking tot maatschappelijke problemen : bemiddeling, geweld, ongewenst gedrag, verslavingen, discriminaties en migratieverschijnsels;
- h) de opleiding tot de ondernemingsgeest en de oprichting van ondernemingen;
- i) de opleiding tot de praktijk van vreemde talen.

**Art. 3.** Enkel de leeractiviteiten die de toekenning van kredieten als gevolg hebben en die specifiek georganiseerd worden voor de voortgezette opleiding waarvoor een financiering wordt aangevraagd, ofwel specifiek opgericht voor die opleidingen ofwel daarvoor speciaal aangepast, worden in aanmerking genomen voor de financiering.

**Art. 4.** Een universitaire instelling of een hogeschool kan slechts de financiering van een voortgezette opleiding verkrijgen als ze bij haar aanvraag een programma toevoegt waarin bewezen wordt dat binnen de drie jaren de opleiding georganiseerd zal kunnen worden zonder de financiering bedoeld bij dit besluit. Voor de opleidingen bedoeld in artikel 2, 6°, h) en i) wordt het bewijs van andere financieringsbronnen vereist. Bij aanvraag om hernieuwing worden de gegevens van het plan aangepast aan de periode die nog gedekt moet worden tegenover de initiële termijn van drie jaar.

Daarenboven kunnen enkel de universitaire instellingen of de hogescholen die effectief de valorisatie van de verworven ervaring uitvoeren met het oog op de toelating tot de studies respectievelijk bedoeld bij de artikelen 53 of 60, 2e lid, van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten en bij de artikelen 24 en 34, 2° van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, de financiering van hun voortgezette opleidingen verkrijgen.

#### HOOFDSTUK II. — *De universitaire instellingen*

**Art. 5.** Voor 15 mei die voorafgaat aan het academiejaar moeten de aanvragen om financiering van een voortgezette opleiding ingediend worden door de universitaire instellingen bij de Interuniversitaire raad van de Franse Gemeenschap, hierna de CIUF genoemd, die ermee belast wordt een advies te geven over die aanvragen. Een kopie van die aanvragen wordt tegelijkertijd overgezonden aan de minister tot wier bevoegdheid het hoger onderwijs behoort en aan de Algemene raad voor hogescholen, hierna de « CGHE ».

Met het oog op het nakijken van de voorwaarden bedoeld bij dit besluit kan de CIUF een model van aanvraag opstellen dat hij aan de universiteiten meedeelt.

Voor 30 juni die aan het academiejaar voorafgaat, geeft de CIUF zijn advies door een lijst op te maken met de voortgezette opleidingen die, volgens hem, aan de voorwaarden voldoen.

In zijn advies vermeldt de CIUF de voornaamste kenmerken van de voortgezette opleidingen en geeft hij zijn mening over de voortgezette opleidingen opgenomen in de lijst voor de volgende criteria :

1° de medewerkingen die de universitaire instellingen voor de organisatie van de voortgezette opleidingen gesloten zullen hebben met minstens een andere universitaire instelling, een Hogeschool, een Hoger architectuurinstituut, een Hogere kunstschool of een inrichting voor hoger onderwijs voor sociale promotie die actief zijn in de domeinen bedoeld in artikel 2, 6°;

2° het belang dat de voortgezette opleidingen vertegenwoordigen voor de behoeften, opdrachten en prioriteiten bepaald in artikel 2, 1° en 6°;

3° de eventuele dubbele opleidingen die hij zal hebben vastgesteld met andere voortgezette opleidingen voorgesteld door de universitaire instellingen;

4° de eventuele dubbele opleidingen die hij zal hebben vastgesteld met de voortgezette opleidingen voorgesteld door de Hogescholen.

Het advies stelt eveneens, met motivering, de lijst van de voortgezette opleidingen op die, volgens de CIUF niet aan de bij dit besluit bepaalde voorwaarden voldoen.

Dat advies wordt ter informatie meegedeeld aan de CGHE.

**Art. 6.** Na advies van de CIUF rangschikt de Regering op basis van de criteria bepaald in artikel 5, 4e lid, de voortgezette opleidingen die aan de voorwaarden voldoen. In functie van die rangschikking verdeelt de Regering de beschikbare middelen.

De subsidies worden jaarlijks aan de universitaire instellingen toegekend naar rato van het aantal studiepunten georganiseerd in de voortgezette opleidingen die voor financiering in aanmerking komen, in functie van de financieringsbehoeften, zonder dat het bedrag per krediet lager dan 1.100 euro is behoudens een aanvraag in tegenovergestelde zin gemotiveerd door de instelling op het ogenblik van de indiening van zijn aanvraag om financiering en door de CIUF in haar advies vermeld.

Geen enkele financieringshernieuwing zal vooropgesteld worden voor een opleiding die niet minstens zes kredieten aan minstens acht leerlingen heeft toegekend.

**Art. 7.** Een kwalitatieve en een kwantitatieve evaluatie van de georganiseerde voortgezette opleiding moet voor 30 augustus van het academiejaar gedurende welke ze georganiseerd wordt, worden binnengebracht.

**Art. 8.** Op het einde van elk academiejaar maakt de CIUF aan de Regering een syntheseverslag over met alle voortgezette opleidingen georganiseerd door de universitaire instellingen. De CIUF kan in dat kader aan de Regering voorstellen de lijst van de in artikel 2, 6° van dit besluit opgenomen domeinen uit te breiden aan andere domeinen waarin de komende initiatieven voor voortgezette opleidingen aan de behoeften zouden beantwoorden zoals bepaald in 1° van hetzelfde artikel.

#### HOOFDSTUK III. — *Hogescholen*

**Art. 9.** Voor 15 mei die voorafgaat aan het academiejaar moeten de aanvragen om financiering van een voortgezette opleiding ingediend worden door de Hogescholen bij de CGHE, die ermee belast wordt een advies te geven over die aanvragen. Een kopie van die aanvragen wordt tegelijkertijd doorgezonden aan de minister tot wier bevoegdheid het hoger onderwijs behoort en aan de CIUF.

Met het oog op het nakijken van de voorwaarden bedoeld bij dit besluit, kan de CGHE een model van aanvraag opstellen dat hij aan de Hogescholen meedeelt.

Voor 30 juni die aan het academiejaar voorafgaat, geeft de CGHE zijn advies door een lijst op te maken met de voortgezette opleidingen die volgens hem aan de voorwaarden voldoen.

In zijn advies vermeldt de CGHE de voornaamste kenmerken van de voortgezette opleidingen en geeft hij zijn mening over de voortgezette opleidingen opgenomen in de lijst voor de volgende criteria :

1° de medewerkingen die de Hogescholen voor de organisatie van voortgezette opleidingen gesloten zullen hebben met minstens een andere Hogeschool, een universitaire instelling, een Hoger architectuurinstituut, een Hogere kunstschool of een inrichting van hoger onderwijs voor sociale promotie actief in de in artikel 2, 6° bedoelde domeinen;

2° het belang dat de voortgezette opleidingen vertegenwoordigen tegenover de behoeften, opdrachten en prioriteiten bepaald in artikel 2, 1° en 6°;

3° de eventuele dubbele opleidingen die hij zal hebben vastgesteld met andere voortgezette opleidingen voorgesteld door de Hogescholen;

4° de eventuele dubbele opleidingen die hij zal hebben vastgesteld met de voortgezette opleidingen voorgesteld door de universitaire instellingen.

Het advies stelt eveneens, met motivering, de lijst van de voortgezette opleidingen op die, volgens de CGHE, niet aan de bij dit besluit bepaalde voorwaarden voldoen.

Dat advies wordt ter informatie aan de CIUF meegedeeld.

**Art. 10.** Na advies van de CGHE rangschikt de Regering op basis van de in artikel 9, 4e lid, bepaalde criteria de voortgezette opleidingen die aan de voorwaarden voldoen. In functie van die rangschikking verdeelt de Regering de beschikbare middelen.

De subsidies worden jaarlijks aan de hogescholen toegekend naar rato van het aantal studiepunten georganiseerd in de voortgezette opleidingen die voor financiering in aanmerking komen, in functie van de financieringsbehoeften, zonder dat het bedrag per krediet lager dan 1.100 euro is behoudens een aanvraag in tegenovergestelde zin gemotiveerd door de instelling op het ogenblik van de indiening van zijn aanvraag om financiering en door de CGHE in zijn advies vermeld.

Geen enkele hernieuwing van het project zal vooropgesteld worden voor een opleiding die niet zes kredieten toegekend heeft aan minstens acht studenten.

**Art. 11.** Een kwalitatieve en een kwantitatieve evaluatie van de georganiseerde voortgezette opleiding moet voor 30 augustus van het academiejaar gedurende welke ze georganiseerd wordt, worden binnengebracht.

**Art. 12.** Op het einde van elk academiejaar zendt de CGHE aan de Regering een syntheseverslag over met alle voortgezette opleidingen georganiseerd door de hogescholen. De CGHE kan in dat kader aan de Regering voorstellen de lijst van de in artikel 2, 6° van dit besluit opgenomen domeinen uit te breiden aan andere domeinen waarin de komende initiatieven voor voortgezette opleidingen aan de behoeften zouden beantwoorden zoals bepaald in 1° van hetzelfde artikel.

#### HOOFDSTUK IV. — *Opheffingsbepalingen*

**Art. 13.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 juni 2006 tot vaststelling van de specifieke regels voor de financiering van de voortgezette opleiding verstrekt in de inrichtingen voor hoger onderwijs wordt opgeheven.

**Art. 14.** Dit besluit treedt in werking op 1 mei 2007.

**Art. 15.** De Minister tot wier bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 april 2007.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET